

Sommet du G8

7, 8, 9 juillet 2008 – Hokkaido, Japon

NOTE AUX MEDIAS

Après des années de promesses non tenues, les gouvernements des pays riches doivent faire face à leurs responsabilités. Ils doivent tenir les engagements pris en matière d'aide publique au développement s'ils veulent que les objectifs du Millénaire pour le développement soient atteints et préserver ainsi leur crédibilité.

Pourtant, 30 milliards de dollars manquent encore pour remplir l'engagement pris en 2005, au G8 de Gleneagles, d'augmenter le montant de l'aide de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010. Face à la crise alimentaire et au changement climatique, les dirigeants du G8 jouent aux vases communicants : les sommes promises aujourd'hui pour aider les pays pauvres sont prélevées sur l'aide promise antérieurement, ou octroyées sous forme de prêts. A mi-chemin de l'échéance fixée pour les objectifs du Millénaire, les chances de succès s'éloignent.

Ce document présente les positions d'Oxfam International sur chacune des thématiques suivantes, en lien avec l'agenda du G8.

1. **Généralités**
2. **Crise alimentaire**
3. **Aide publique au développement**
4. **Changement climatique**
5. **Santé**

CONTACTS PRESSE :

- **A HOKKAIDO** : Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France- Agir ici, porte-parole francophone d'Oxfam International au G8
+81 (0)80 26 10 32 49 / llampriere@oxfamfrance.org
- **A PARIS** : Aldine FURIO, chargée des relations presse
+33 156 982 445 / +33 686 929 330 / afurio@oxfamfrance.org

1. GENERALITES

- Près de la moitié de la population mondiale (2,8 milliards de personnes) vit avec moins de 2 dollars par jour. Aujourd'hui, avec la hausse du prix des denrées alimentaires, environ 290 millions de personnes sont en danger et ont besoin d'aide pour faire face à cette augmentation subite.
- Chaque jour, 30.000 enfants de moins de 5 ans meurent de causes liées à des conditions d'extrême pauvreté.
- Le monde dépense actuellement 1.200 milliards de dollars par an dans le domaine militaire : plus de 11 fois le budget de l'aide fournie à l'étranger.
- Les pays riches subventionnent leurs agriculteurs et les soutiennent en matière de droits de douane, à hauteur de 280 milliards de dollars (environ) par an, soit près de trois fois l'aide fournie à l'étranger.

2. CRISE ALIMENTAIRE

- Oxfam International affirme que 290 millions de personnes sont en danger faute de moyens de subsistance.
- La crise alimentaire que nous vivons aujourd'hui est extrêmement grave. La hausse des prix a près de doublé par rapport aux niveaux de 2005, et des émeutes de la faim se produisent pratiquement toutes les semaines.
- La Banque mondiale estime que le prix des denrées alimentaires a grimpé de 83 % au cours des trois dernières années et menace d'entraîner 100 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté.
- Les parents vivant avec 1 ou 2 dollars par jour sont contraints de consacrer 80 % de leurs revenus aux dépenses alimentaires. Les familles sont forcées de réduire toute autre dépense au strict minimum. Elles réduisent souvent leurs achats de médicaments essentiels ou sont obligées de faire travailler leurs enfants.
- Face à cette hausse écrasante du prix des denrées alimentaires, les femmes se privent de nourriture pour alimenter leurs enfants, les filles ne vont plus à l'école, et les familles ne peuvent pas acheter les médicaments essentiels. Un cercle vicieux auquel les populations pauvres sont aujourd'hui confrontées et auquel elles tentent d'échapper.
- En bref, certains des progrès réalisés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sont aujourd'hui gravement menacés.
- Les politiques sur les agrocarburants ne résolvent pas la crise climatique ni celle des carburants, mais, au contraire, elles contribuent à renforcer l'insécurité alimentaire et l'inflation, en touchant les populations pauvres le plus durement.
- Les pays riches ont dépensé jusqu'à 15 milliards de dollars l'année dernière pour soutenir les agrocarburants. Cela représente la même somme d'argent qu'Oxfam International estime nécessaire pour aider 290 millions de personnes à faire face à la crise alimentaire.

Le G8 doit :

- **Cesser de chercher toutes sortes de boucs émissaires**
Le G8 doit démontrer son sérieux en matière de lutte contre la faim. Le coût de l'inaction sera incommensurable.
- **Arrêter de jeter de l'huile sur le feu avec ses politiques sur les agrocarburants**
Nos calculs montrent que les agrocarburants sont responsables d'au moins 30 % de la hausse du prix des denrées alimentaires. Le G8 doit renoncer à ses objectifs irréalistes concernant les agrocarburants, de même que l'Union européenne.
L'engouement pour les agrocarburants continue de prévaloir, alors que de plus en plus d'éléments prouvent que, contrairement à ce que l'on croyait, ils ne sont pas la panacée pour réduire les émissions ou la dépendance pétrolière.

➤ **Réformer en profondeur ses politiques agricoles**

Le G8 doit s'engager publiquement pour une réforme en profondeur de leurs politiques agricoles. Ceci signifie que la série de discussions actuelles sur le commerce ne pourra prendre fin de manière satisfaisante que si les pays riches éliminent leurs subventions agricoles à l'exportation car elles faussent les échanges commerciaux. Cela sous-entend également de réformer leurs politiques d'aide alimentaire aux conséquences désastreuses, surtout celle des États-Unis.

➤ **Réformer l'aide alimentaire**

Le G8 doit travailler à rendre le système d'aide plus rapide, plus flexible et moins coûteux. Une plus grande proportion des dons au Programme Alimentaire Mondial doit être fournie sous forme de fonds plutôt qu'en nature (aliments).

➤ **Réaffirmer ses engagements pour des négociations « pro-développement » à l'OMC**

Les pays riches doivent également réaffirmer leur engagement en faveur d'une conclusion « pro-développement » lors des négociations commerciales actuelles, comme le Cycle de Doha. Les propositions actuelles de l'OMC enfermeraient les pays pauvres dans la libéralisation, en leur retirant toute flexibilité et en les exposant davantage à la volatilité des marchés. L'esprit « pro-développement » du Cycle de Doha doit être ravivé.

3. AIDE AU DEVELOPPEMENT

- Les prévisions d'Oxfam International indiquent que, selon les tendances actuelles, 30 milliards de dollars manqueront pour réaliser la promesse faite par les pays riches d'augmenter l'aide annuelle de 50 milliards de dollars d'ici à 2010. Or, cette aide pourrait sauver 5 millions de vies.
- S'agissant d'aide publique au développement, les pays riches sont beaucoup moins généreux de nos jours que dans les années 60 !
- Les services publics de base – santé, éducation, eau et assainissement – sont les meilleurs outils pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Les pays du G8 doivent soutenir les plans gouvernementaux visant à mettre en place des services publics solides, au lieu de favoriser leurs propres projets.
- Si l'Espagne, comme en 2007, peut augmenter son budget d'aide publique au développement de 33% par an, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni peuvent en faire autant. Les engagements de Gleneagles ne seront pas réalisés si le G8 ne renverse pas la tendance actuelle. Le G8 n'a plus d'excuses.
- Le Japon, qui accueille le G8 cette année, ne consacre actuellement que 0,17% de son RNB à l'aide publique au développement. S'il augmentait son budget d'aide à 0,7%, cela représenterait 24 milliards de dollars supplémentaires.
- La France a reporté de 2012 à 2015 son objectif de consacrer 0,7% du RNB à l'aide publique au développement. Oxfam International a calculé que ce report de 3 ans représente 17 milliards de dollars d'aide en moins.
- L'Italie n'est toujours pas en voie d'atteindre l'objectif des 0,7%, mais a augmenté de 45% son budget d'aide publique au développement en 2007.
- L'aide canadienne est en chute libre ; l'Espagne et les Pays-Bas sont désormais des bailleurs de fonds considérablement plus importants que le Canada.

Aide publique au développement : combien les pays du G8 ont-ils donné en 2007 ?

	Royaume-Uni	France	Italie	Japon	États-Unis	Canada	Allemagne	G7
Objectif de 0,7% du RNB pour l'aide au développement ?	0.7 % d'ici à 2013	0.7% d'ici à 2015	0.7 % d'ici à 2015 (non confirmé)	Non 0.21% en 2010 (estimation)	Non	Non 0.30% en 2010 (estimation)	0.7% d'ici à 2015 (non confirmé) 0.51% en 2010	
% actuel du RNB	0.36%	0.39%	0.19%	0.17%	0.16%	0.28%	0.37%	0.27 %
Différence entre 2006 et 2007 (en %)	-29.1	-15.9	- 3.6	- 30.1	- 9.9	- 2.7	5.9	-14.1 (OEC D)

- En 2007, le G8 a fourni 69,4 milliards de dollars aux pays pauvres, soit 14,1% de moins qu'en 2006.

- Si l'on exclut les remboursements de dettes, l'aide fournie par le G8 a chuté de 5% entre 2006 et 2007. L'aide japonaise en 2007 était de 30% inférieure à 2006, soit la plus importante diminution parmi les pays du G8 (incluant les remboursements de dettes). En pourcentage du revenu national brut (RNB), les Etats-Unis demeurent les bailleurs de fonds les moins généreux, avec un budget d'aide publique au développement équivalent à 0,16% du RNB.
- L'Allemagne est le seul pays du G8 à avoir augmenté son aide publique au développement en 2007, mais avec un budget équivalent à 0,28% du RNB, elle reste en dessous de l'objectif de 0,33% fixé par l'Union européenne pour 2006.

De combien les pays du G8 doivent augmenter leur aide publique au développement pour remplir leurs engagements d'ici à 2010 ?

- Le Royaume-Uni devrait augmenter son budget d'aide publique au développement de moitié d'ici à 2010 et augmenter son budget annuel de 5 milliards de dollars.
- Le Japon devrait augmenter son budget d'aide publique au développement de deux tiers d'ici à 2010.
- La France devrait augmenter son budget d'aide publique au développement de 50% d'ici à 2010.
- L'Allemagne devrait augmenter son budget d'aide publique au développement de deux tiers d'ici à 2010.

Aide publique au développement et dépenses militaires

	Montant de l'aide en 2007 (en milliards de dollars)	Dépenses militaires en 2006 (en milliards de dollars)
Canada	39.2	18.2 (0.5 x montant de l'aide)
Allemagne	12.3	37.0 (3 x montant de l'aide)
France	9.9	53.1 (5.4 x montant de l'aide)
Italie	3.9	29.9 (7.7 x montant de l'aide)
Japon	7.7	43.7 (5.7 x montant de l'aide)
Royaume-Uni	9.9	59.2 (6 x montant de l'aide)
Etats-Unis	21.7	528.7 (24.4 x montant de l'aide)

Le monde dépense plus de 11 fois plus en achat d'armes et de matériels militaires qu'en aide aux pays pauvres. Les dépenses militaires mondiales sont estimées à 1 204 milliards de dollars en 2006, soit 11 fois le montant total de l'aide publique au développement en 2006 et en 2007 (selon l'OCDE).

L'aide peut sauver des vies !

L'aide publique au développement a déjà permis de :

- scolariser plus de 20 millions d'enfants en Afrique sub-saharienne ;
- scolariser 90% des enfants ougandais en école primaire ;
- fournir des traitements antirétroviraux (ARV) à plus de 1,4 millions de personnes vivant avec le VIH, via le Fonds mondial ;
- réduire d'un tiers le nombre d'enfants décédant avant l'âge d'un an, et d'un quart le nombre d'enfants mourant avant l'âge de cinq ans, en Tanzanie ;
- réduire de deux tiers le nombre d'enfants décédant de la malaria au Rwanda, en 2 ans.

4. CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Si les températures mondiales augmentent de plus de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, les prévisions indiquent que le climat mondial changera considérablement et de manière dangereuse. L'augmentation rapide des températures aura un impact sur les ressources en eau, la production alimentaire, le niveau des océans, et les écosystèmes. Une catastrophe pour des milliards de personnes.
- Le changement climatique est un fardeau supplémentaire pour les populations pauvres et il menace de nuire à tout progrès réalisé dans la lutte contre la pauvreté. Bien que ces populations en soient le moins responsables, elles sont les premières à subir l'impact du changement climatique et sont touchées le plus durement.
- Au cours des 20 dernières années, le nombre de catastrophes naturelles a quadruplé, la plupart d'entre elles étant des inondations, des cyclones et des tempêtes.
- Au cours de la même période, le nombre de personnes touchées par des catastrophes a augmenté en passant d'environ 174 millions à plus de 250 millions en moyenne par an.
- Les inondations de 2007 au Népal, en Inde et au Bangladesh ont touché 41 millions de personnes, le pire bilan depuis des décennies.
- D'ici à 2020, plus de 250 millions de personnes pourraient souffrir en Afrique de pénuries d'eau liées au climat.
- Plus d'un milliard de personnes seront affectées par des inondations à court terme et des pénuries d'eau à long terme en Asie du Sud, en raison de la fonte rapide des glaciers.
- En raison des sécheresses de plus en plus nombreuses, le rendement des récoltes en Afrique subsaharienne devrait chuter de 20 % selon les prévisions.
- Les pays riches doivent payer au moins 50 milliards de dollars par an pour l'adaptation, afin d'aider les pays pauvres à faire face aux effets du changement climatique.

Le G8 doit :

- **Réduire les émissions de carbone et aider les pays pauvres à s'adapter**
En réduisant les émissions de carbone maintenant et en fournissant un financement compensatoire pour que les pays pauvres puissent s'adapter aux nouvelles réalités de leur environnement, dont ils ressentent déjà les effets le plus durement
- **Réduire ses émissions de carbone**
Les pays riches sont les premiers responsables et les mieux à même d'affronter la crise du changement climatique. Ils doivent montrer l'exemple.
Le G8 doit agir immédiatement pour réduire ses émissions globales année après année d'ici à 2015 au plus tard, garantissant ainsi que les niveaux n'augmenteront pas à partir de cette date.
Oxfam International appelle le G8 et les autres pays riches à agir décisivement les premiers, le plus vite possible, en réduisant leurs émissions par rapport aux niveaux de 1990, d'au moins 25 à 40 % d'ici à 2020 et de 80 % d'ici à 2050.

➤ **Aider les pays pauvres à financer leur adaptation**

Oxfam International estime que 50 milliards de dollars par an sont nécessaires en financement compensatoire d'adaptation, une somme qui pourrait principalement être obtenue par l'échange des droits d'émission de carbone. Le G8 doit promouvoir de toute urgence l'échange des droits d'émission de carbone entre les pays riches et le secteur privé pour que les populations pauvres reçoivent le financement nécessaire dès que possible. Les fonds d'adaptation doivent intervenir en plus des engagements d'aide et non sous forme de prêt.

Tous les fonds devront être administrés par l'intermédiaire des Nations unies pour que les transactions soient transparentes et pour que les pays pauvres puissent les dépenser dans les domaines où ils en ont le plus besoin.

➤ **Donner suite à la conférence de Bali**

Le G8 doit agir de manière à continuer sur la lancée des discussions de Bali sur le changement climatique. Le chemin menant à Copenhague passe par Hokkaido.

5. SANTE

- Le Fonds mondial a pu venir en aide à plus de 1,4 millions de personnes vivant avec le virus VIH en leur procurant des traitements anti-rétroviraux (ARV).
- Environ 3,3 millions d'individus ont reçu un traitement contre la tuberculose par le Fonds mondial.
- 46 millions de moustiquaires ont été fournis par le Fonds mondial, dans le cadre du programme de lutte contre le paludisme, à des familles risquant de contracter la maladie.
- Il n'y a que peu d'argent pour construire les bases de systèmes de santé solides et pour recruter les 4,25 millions de professionnels de la santé manquant dans les pays en développement.
- L'an dernier, les dirigeants du G8 s'engageaient à délivrer 60 milliards de dollars pour la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Il sera essentiel de vérifier s'il s'agit d'un financement cumulé sur une période de 2, 5 ou 10 ans.

Le G8 doit :

- **Encourager les programmes de traitement et de prévention des maladies**
Traiter et prévenir les maladies relèvent d'initiatives que le G8 peut permettre de développer.
- **Favoriser la formation et le recrutement de personnel de santé qualifié dans les pays en développement**
Construire de nouvelles cliniques ou financer de nouveaux programmes de livraison de médicaments est inutile s'il n'y a aucun travailleur qualifié pour les faire fonctionner.
- **Confirmer son engagement financier de 2007 (60 milliards de dollars) et préciser les modalités de sa mise en œuvre**
Les dépenses actuelles pour la santé s'élèvent à 15 milliards de dollars par an.
Par rapport au niveau actuel, si les 60 milliards de dollars, sont utilisés sur :
 - ⇒ 3 ans (position du Royaume-Uni) = 20 milliards/an = 5 milliards supplémentaires par an
 - ⇒ 4 ans = 15 milliards/an = situation actuelle, pas de changement
 - ⇒ 5 ans (position des États-Unis) = 12 milliards/an = perte de 3 milliards par an
 - ⇒ 8 ans (position de l'Allemagne) = 7,5 milliards/an = perte de 7,5 milliards par an, soit la moitié du niveau actuel
 - ⇒ 10 ans (position de l'Italie) = 6 milliards/an = perte de 9 milliards